

informations

midi-pyrénées

la
cgt
comité régional

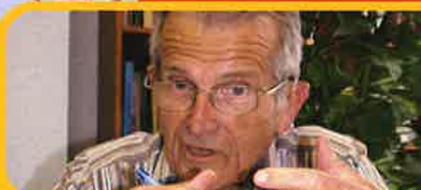
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Vos luttes dans la région
TISSEO



A la une
Etats Généraux de l'Industrie



Actualité régionale
Un ami s'en est allé...

N°187 *Février 2010*

49^e Congrès de la CGT

la
cgt
49^e congrès
Nantes - 7-11 décembre 2009

Editorial	2
A la une	3
• Etats Généraux de l'Industrie	
Vos luttes dans la région	4
• TISSEO	
• BOUYER / FUNWERK (82)	
• ADMR (32)	
• AXA Montauban (82)	
Professions	5
• Pôle Emploi	
Activité Régionale	6
• Journée d'Etude régionale RGPP	

Dossier7

- Un congrès qui donne confiance aux salariés
- Témoignages de délégués-ées



Actualité CESR.....11

- Actualité de l'activité CGT

Vie Syndicale.....13

- Hommage à Jean-Marc AUTIE
- Collectif Aéro Interrégional

Actualité Régionale.....14

- Un ami s'en est allé...
- IRT Programme des formations

Brèves.....15

- Congrès
- Initiative nationale CGT - FSU décentralisée en région Midi-Pyrénées
- HAÏTI

Comité Régional CGT
Midi-Pyrénées
7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 187 • Février 2010
N° d'inscription à la CP 0206S05720
ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication :
Roger-Pierre Lemouzy
Tél. 05 61 23 35 52 - Fax 05 61 21 82 23
e-mail : cgt.crpm@wanadoo.fr
site : www.cgt-midipyrenees.com

Conception et réalisation :
Sandrine Bellin
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

Imprimé par le
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

L'avenir de l'industrie c'est nous !

C'est le message délivré par plus de 400 salariés venus des quatre coins de Midi-Pyrénées lors du rassemblement organisé le 19 janvier par le Comité Régional lors de la réunion publique de clôture des états généraux de l'industrie à Toulouse.

Si l'objectif inavoué du gouvernement Sarkozy était d'en faire une nouvelle opération de communication, c'est raté : la CGT en région Midi-Pyrénées comme ailleurs a investi ces Etats Généraux portant au centre des débats les revendications des salariés.

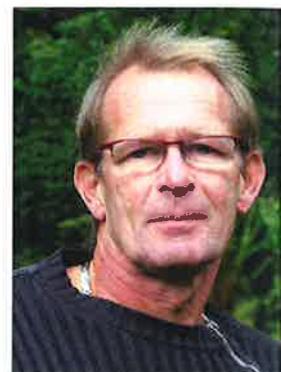
Le diagnostic est sans appel, la casse de l'industrie c'est eux ! Depuis des dizaines d'années patronat et gouvernements n'ont eu qu'une seule boussole, la rentabilité financière à 2 chiffres, incompatible avec la pérennité et le développement de nos industries. En Midi-Pyrénées, malgré nos atouts, l'emploi industriel stagne et nos territoires s'appauvrissent faute d'une politique d'aménagement diversifiée et équilibrée.

Force de propositions, la CGT a revendiqué une véritable politique de développement de l'industrie et de l'emploi qui s'appuie à la fois sur un socle social élevé et de nouveaux droits d'intervention des salariés dans la gestion et les choix stratégiques des entreprises.

Mais il ne suffit pas d'avoir des propositions et d'avoir raison pour être entendu.

Après le 22 octobre et la manifestation du 19 janvier pour l'industrie, mais aussi celle du 21 janvier pour la défense des services publics, l'ordre du jour est à l'action.

La mobilisation doit dorénavant s'ancrer dans nos territoires, là où les femmes et les hommes de Midi-Pyrénées veulent vivre et travailler.



Alain HEBERT

Animateur Métallurgie Mécanic Vallée



Etats Généraux de l'Industrie

Pour une véritable politique industrielle en Midi-Pyrénées

La CGT demandait depuis plusieurs mois la tenue des états généraux sur l'industrialisation, car depuis de nombreuses années les politiques industrielles en France se sont résumées à un accompagnement des fermetures d'usines par des pseudos-reconversions d'anciens sites industriels, notre région n'a pas été épargnée. Aujourd'hui la crise systémique a accentué la fragilité du tissu industriel dans notre région.

Il y a urgence à trouver des alternatives pour une véritable politique industrielle en Midi-Pyrénées.

Notre région dispose d'atouts industriels importants sans lesquels il ne peut y avoir de développement durable pour les populations.

Pour le Comité Régional CGT, l'emploi est une priorité essentielle pour vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées et avoir une région équilibrée économiquement.

Le débat sur les états généraux de l'industrie en Midi-Pyrénées a commencé le 7 octobre 2009. La CGT a insisté pour être présente aux différents ateliers. C'est dans un esprit de force de propositions que nous avons participé. Au terme de ces états généraux, les propositions CGT n'ont pas été intégrées.

En prolongement des mobilisations et notamment celle du 22 octobre où

la CGT avait décidé, juste avant la tenue de ces états généraux, d'organiser une manifestation à Paris, (30000 manifestants, 450 pour notre région) le Comité Régional a appelé à un rassemblement le 19 janvier 2010 à la Cité de l'Espace, lors de la conclusion des travaux des états généraux en plénière afin d'exiger la prise en compte des revendications des salariés et la mise en place par le gouvernement d'une véritable politique industrielle, nécessaire pour le développement équilibré des territoires.

La réussite de cette initiative, ou plus de 400 manifestants ont exigé le retour dans le débat public du besoin d'une politique industrielle qui doit s'accompagner de propositions où la concurrence ne peut pas être le seul mode d'organisation des

échanges, où le rôle de la puissance publique est majeur, où la maîtrise des fonds publics, la transparence dans la gestion, de nouveaux droits d'intervention pour les salariés, les réponses aux besoins, la place de l'environnement deviennent des éléments clés dans la recherche de nouveaux modèles de développements économiques, sociaux et environnementaux, confirme que la nécessaire articulation entre les revendications portées par les salariés du secteur privé et des services publics a bien été appréhendée et nous invite à poursuivre l'action dans les zones et bassin d'emploi de Midi-Pyrénées.

Philippe MOITRY
Secrétariat régional



TISSEO

Le mouvement de grève qui a débuté le 14 décembre 2009 au métro toulousain a pour origine l'absence de reconnaissance des qualifications au regard de la Convention Collective Nationale des réseaux de Transports Urbains de Voyageurs pour plusieurs métiers à l'exploitation du métro.

A l'ouverture du métro en 1993 l'entreprise a délibérément fait le choix de la sous classification des métiers profitant de l'absence totale de révision de la CCN, demandée par la CGT au niveau national depuis longtemps et toujours refusée par le patronat des transports.

La direction a donc créé de toute pièce des dénominations de métier sans référence aucune avec la CCN. La CGT avait déjà alerté les salariés sur cette situation lors d'un précédent conflit en 2006 qui s'est conclu par la signature d'un accord incomplet par plusieurs organisations syndicales.

En 2009 ce problème est revenu à la surface, avec en plus des questions de mise à niveau d'effectifs.

L'avenant à l'accord de 2006 signé le 21 décembre 2009 conclu une semaine d'action unitaire gagnante.

Le positionnement des qualifications conformément à la Convention col-

lective est maintenant acquis, des engagements ont été donnés sur les conditions de sortie des régimes 3x8 qui seront négociées en avril 2010. Les parties se sont engagées à se re-rencontrer pour examiner la question des effectifs.

Le comité syndical du syndicat mixte des transports en commun Tisséo a validé lundi 23 janvier l'accord signé entre les représentants syndicaux et l'ancien président du SMTC le 21 décembre 2009.



BOUYER / FUNWERK (82)

FUNWERK veut restructurer l'entreprise BOUYER à Montauban, mais depuis 18 mois la pseudo négociation d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi n'était que de la poudre aux yeux. La vraie stratégie de groupe Allemand était d'organiser le dépôt de bilan de Bouyer.

Les salariés continuent leur lutte pour l'emploi et lancent un appel à ouvrir un large débat sur la responsabilité des grands groupes sur leurs filiales. Ils doivent assumer tous les coûts financiers de leurs choix destructeurs!



ADMR (32)

Suite à une mobilisation pour maintenir un emploi, deux salariées dont la directrice de la crèche de Montestruc-sur-Gers, gérée par l'ADMR, se sont vues notifier une mise à pied conservatoire et une procédure de licenciement. Face à la forte mobilisation à l'appel de la CGT 32, L'ADMR a préféré renoncer aux licenciements.

AXA Montauban (82)

A l'horizon 2011, la direction d'AXA France veut regrouper ses sites de Toulouse et Montauban à Balma. Depuis plusieurs mois les syndicats CGT - CFDT - FO se battent sur ce projet qui aurait des conséquences humaines importantes pour les 80 salariés de Montauban. Après leur déplacement au siège Parisien ils continuent leur lutte, même si le CCE a donné un avis, la direction a décidé de mettre en œuvre sa réorganisation.



Pôle Emploi

La fusion exigeait une CGT opérationnelle

La CGT a enfin réussi à progresser de façon significative, lors des élections de 2009, au sein de l'établissement Pôle emploi. Ces élections synthétisent directement des axes stratégiques : elles se sont déroulées au cœur d'une restructuration du service public de l'emploi et de l'indemnisation, la "fusion" visant à créer le futur marché du placement. Il fallait enfin réaliser l'entente et la collaboration des CGT Assedic et des CGT ANPE, collaboration réalisée en région par les impératifs du combat CGT sur le Chômage et grâce, au début à la médiation apportée par le comité régional aux syndicats CGT ANPE et CGT Assedic. De toute façon la fusion exigeait une CGT opérationnelle dans l'intérêt des agents. Nous évoluons dans une situation catastrophique. Le service public de l'emploi reste à terre, l'indemnisation fonctionne mal, l'organisation des services ne marche pas et le personnel dans sa grande majorité souffre durement. Les perspectives sont inquiétantes. Seul le transfert de fonds et de "lots" de demandeurs du placement tourne plein pot... mais pour quel résultat?

La présence de la CGT au cœur du nouvel opérateur du Service Public

de l'Emploi est indispensable pour livrer la bataille de la libéralisation du placement et des droits des salariés. Le contexte social et la loi du 20 août 2008 ont donc créé une tension particulière pour ces élections qui voyaient voter ensemble des agents publics et des agents de droits privés.

Avant l'élection de 2009 les forces syndicales voyaient FO, le SNU, SUD, la CFDT et la CGC, dominer la région et l'agence avec des résultats de 14 % à 26 %, FO et le SNU se détachant nettement. La CGT demeurait un syndicat médian à l'ANPE et aux ASSEDICS avec des scores de 12 % en région.

Les scores de 2009 nous ont fait rentrer dans le peloton de tête puisqu'ils ont

donné les résultats suivants :

CGT : 14,71 % ; CFDT : 14,63 % ; FO : 15,21 % ; SNAP : 2,41 % ; le SNU : 16,71 % ; SUD : 15,13 % ; CFTC : 2,08 % , CGC : 10,17 % , UNSA : 9,98 %.

Le SNAP, la CFTC et l'UNSA ne sont plus représentatifs. Grâce au 1er collège nous prenons un siège, collègue sur lequel nous étions premiers mais qui a nécessité un 2^e tour. Avec les reports nous risquions de nous faire battre par la CFDT. Nous avons donc fait une liste commune avec SUD, qui nous a laissé le siège au CE.

Thomas DOMENECH
Syndicat CGT Pôle Emploi

Le nouveau comité d'établissement en Midi-Pyrénées

CGT	3 sièges
SUD	2 sièges
SNU	2 sièges
CGC	2 sièges
FO	1 siège
CFDT	1 siège
UNSA	1 siège

La CGT a obtenu le secrétariat du CE

La représentativité au niveau national

CGT	15,39 %
FO	18,47 %
CFDT	14,55 %
CFE/CGC	10,10 %
CFTC	6,68 %
SNAP	5,49 %
SNU/FSU	18,98 %
SUD	4,59 %
UNSA	3,13 %

Journée d'Etude régionale RGPP



«...18 zones d'emplois pourrait servir de cadre à cette campagne...»

Le 16 décembre 2009, 50 militants CGT de la région étaient rassemblés au centre de formation de l'équipement afin de débattre ensemble des enjeux liés à la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Dans son introduction, le secrétaire régional Roger-Pierre Lemouzy a rappelé le contexte régional, le lien profond entre services publics et développement économique, et les décisions du 49^e congrès, notamment concernant la mise en œuvre d'une campagne "services publics". Le travail de diagnostic et de mobilisation entrepris par le comité régional CGT Midi-Pyrénées à partir des 18 zones d'emplois, pourrait servir de cadre à cette campagne.

A partir d'un support réalisé par le comité régional et recherchant une mise en perspective des enjeux liés à la RGPP aussi bien pour les salariés de la fonction publique que sur la vie des habitants de Midi-Pyrénées,

le débat s'est organisé autour de plusieurs thèmes :

- La logique d'ensemble des réformes en cours (RGPP, Révision Générale des Prélèvements Obligatoires, réforme des collectivités territoriales, restructurations voire privatisation des services publics...) constituant la mise en œuvre d'un projet de société libéral. Il s'agit de "casser l'état social" et de mettre en œuvre la "refondation sociale" définie par le MEDEF en 2001.
- La nécessité d'apporter une réponse syndicale CGT globale. Il s'agit de redonner du sens à l'action de la puissance publique, mais aussi de faire le lien avec les questions d'emplois (y compris conditions de travail), missions et pouvoir d'achat.
- Les difficultés réelles rencontrées aussi bien dans les départements qu'en région pour structurer une

activité "services publics". Pour autant des exemples de mobilisation s'appuyant sur la population ont prouvé leur efficacité.

- L'importance de donner une impulsion au niveau régional et de revoir le "travailler ensemble" : il faut expliquer concrètement aux syndiqués et à tous les salariés les conséquences de la RGPP dans leur vie en et hors travail.
- L'opportunité de se saisir des mobilisations dans les différents secteurs pour mobiliser autour de notre conception du service public.

La journée d'action du 21 janvier 2010 qui a rassemblé 9 100 manifestants dans la région est une première réponse. Dans plusieurs départements elle a aussi donné lieu à des débats, forums, ou contacts avec la population.

Nous devons impérativement poursuivre cette démarche. Informer sur le contenu du projet gouvernemental, recenser ses conséquences pour les citoyens de notre région, sont les préalables indispensables à la construction de luttes pour faire aboutir notre conception du service public fondé sur l'intérêt général.



Marie-Laurence BERTRAND

Animatrice du groupe de travail régional "Services Publics"



Un congrès qui donne confiance aux salariés

*pour amplifier le mouvement social
et obtenir des avancées sociales*

Le 49^e Congrès Confédéral qui s'est déroulé à Nantes du 11 au 18 décembre 2009, a été un moment démocratique car plus de 1000 délégués-ées ont débattu de l'activité de notre organisation durant les 3 années écoulées et ont voté les orientations pour avoir une CGT plus forte aux services des salariés et permette d'être une force de conquêtes sociales.

Plus de 50 délégués-ées de notre région ont participé aux travaux, vous avez quelques impressions rapportées à la suite de mon article. Le rapport d'ouverture de Bernard THIBAUT a été riche dans son contenu, balayant les années écoulées et se projetant sur l'avenir. Le rapport d'activité a été voté à 92,28 % confirmant que la stratégie de la CGT a été bien appréciée des syndicats. Les résolutions ont été votées à plus de 80 % donnant une force, pour que nos adhérents s'approprient des décisions pour les faire vivre auprès des salariés et faire grandir le rapport de force.

Un moment fort du congrès, quand les travailleurs sans papiers sont montés à la tribune, accompagnés d'une longue ovation. Le porte parole MODIBO TRAORE a expliqué la lutte des sans papiers et a remercié la CGT, il a indiqué que grâce à la CGT les choses avaient bougé, aujourd'hui se sont plus de

6000 sans papiers qui ont rejoint notre organisation syndicale.

Le 2^e moment fort selon moi, c'est l'intervention du secrétaire général de la confédération syndicale internationale Guy RIDER, qui a redit devant les délégués-ées que la CGT a été très active pour construire ce syndicalisme international pour éradiquer les inégalités sociales. Je ne vais pas faire l'analyse du congrès, vous aurez la possibilité de le faire dans vos syndicats et je vous invite à le faire.

Les orientations qui ont été validées par les congressistes vont bousculer notre façon de travailler, et nous oblige à faire un effort sur la qualité de la vie syndicale. Une décision va permettre d'aller dans ce sens, d'ici le 50^e Congrès confédéral les syndicats doivent avoir organisé un congrès.

Une autre décision qui à mon sens va créer les conditions d'élever le rapport de force car nous serons en phase avec le salariat, c'est l'organisation des conférences territoriales avec les syndicats, Uls, Uds et les Comité Régionaux qui décideront de la structure la plus pertinente pour amplifier le mouvement social et obtenir des avancées sociales.

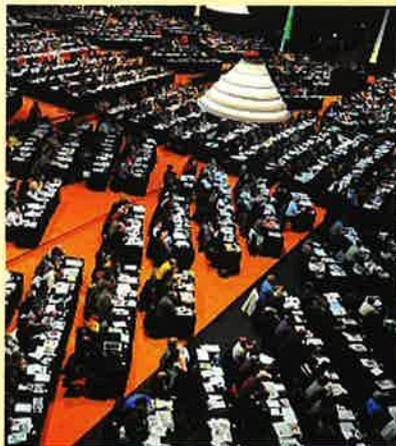
Maintenant nous avons une feuille de route jusqu'au prochain congrès, à nous, tous ensemble de la faire vivre. Nous avons commencé ce tra-

vail au niveau régional, dans le cadre des états généraux de l'industrie, nous avons organisé un rassemblement régional le 19 janvier 2010, qui a été une réussite et a permis de faire le tremplin avec le 21 janvier 2010.

Pour finir nous avons 5 camarades de notre région à la CE confédérale (Elvira Arnaud, Gisèle Vidallet, Marie-Laurence Bertrand, Lionel Pastre, Michèle Chay élue membre du bureau confédéral) nous leurs souhaitons toute la réussite dans leurs mandats.

Roger-Pierre LEMOUZY

Secrétaire Général du Comité Régional



Témoignages de délégués-ées

“ Je remercie la CGT d'avoir porté ce combat ”

STÉPHANE FURLAN
*Secrétaire Général Adjoint
du Syndicat CGT CG31*

A l'opposé des analyses médiatiques superficielles, je tiens à vous faire partager mon expérience de délégué au Congrès de Nantes. Quelques jours sont passés, et les premières images qui s'imposent concernent d'abord le témoignage des militants de la cause des "sans papiers". Lorsque leur délégation s'est exprimée à la tribune, l'émotion était palpable dans la salle et ils ont été ovationnés. En tant que responsable syndical, j'estime leur lutte exemplaire. Voilà des personnes qui peuvent tout perdre en se retrouvant jetés du jour au lendemain dans des charters les reconduisant dans leurs pays d'origine et qui, malgré cette pression extrême, sont parvenus à s'organiser, à lutter, et à additionner des victoires. Ils tracent la voie et je remercie la CGT d'avoir porté ce combat. A lui tout seul, il résume bien le sens des orientations que notre organisation



s'est fixée aujourd'hui : se porter aux côtés des plus précaires pour les aider à relever la tête, et finalement à se battre ensemble, avec nous, pour construire une société au service de l'homme.

Bien d'autres moments émouvants ont rythmé ce Congrès, et je pense notamment au témoignage de notre camarade de Molex, qui a porté la parole de toutes les victimes des délocalisations industrielles abusives et qui nous questionne collectivement sur la stratégie à adopter pour contrer ces véritables aberrations contemporaines. Mais au-delà de ces temps forts, le Congrès se définit aussi comme une phase démocratique intense dans la vie d'un syndicat qui tente de construire sa parole en permanence avec l'ensemble de ses adhérents. "La CGT, c'est nous!" n'est pas qu'un slogan. Les documents d'orientation proposés aux débats, qui doivent fixer notre ligne de conduite, ont fait l'objet d'échanges passionnés et ils ont été parfois profondément amendés. Il en ressort un texte beaucoup plus offensif, qui propose aux salariés de se mobiliser en 2010 sur deux grandes campagnes, les revendications sur les Emplois, Salaires et surtout Retraites, et aussi, ce qui nous intéresse au premier chef, sur la promotion des Services Publics. Ce texte définit surtout les ambitions de transfor-

mation sociale de la CGT, avec la promotion du Développement Humain Durable, de la Sécurité Sociale Professionnelle (lié au Nouveau Statut du Travail Salarié), d'une Maison Commune des Régimes de Retraite, et la volonté réaffirmée de parler à la jeunesse et à tous les salariés précarisés par l'éclatement de la notion d'entreprise. En conclusion, je pense que la CGT sort renforcée de son Congrès. Elle a su analyser les transformations de la société pour en tirer les conclusions qui s'imposent : l'exigence de se réorganiser pour parler de nouveau à l'ensemble du salariat, et lui offrir une arme efficace dans les combats qui s'annoncent.

ALEXANDRA CHÂTEAU
*Déléguée services publics
Hautes-Pyrénées*

Assister à un congrès que se soit de son syndicat, de sa fédération, de son département n'est pas anodin. La CGT a tenu son 49^e Congrès confédéral du 7 au 11 décembre à Nantes. Les 1000 délégués représentant les syndicats et les sections syndicales ont du se prononcer sur ce que sera la feuille de route de l'organisation. La CGT réaffirme son ambition de faire de la jeunesse un axe majeur.

Témoignages de délégués-ées

construire un rapport de forces favorable aux salariés

ERIC FERRERES
*Secrétaire Fédéral des Cheminots
Secrétaire Général du Syndicat
de Toulouse*

Un congrès ambitieux et offensif ! Pour mon 1^{er} Congrès confédéral et dans un contexte de crise du système capitaliste où les attentes des salariés envers la CGT sont importantes, le congrès m'a donné le sentiment d'une CGT lucide, ambitieuse et traversée par le souci constant d'élever le rapport de force.

Ainsi, le rapport introductif de Bernard Thibault, donnait le ton en soumettant à la réflexion des congressistes trois propositions de rendez-vous revendicatifs pour le début de l'année 2010 : une campagne de grande ampleur interprofessionnelle sur l'emploi, les salaires et les retraites, une seconde campagne nationale pour promouvoir la place, le rôle et le développement des services publics afin de mieux répondre aux besoins sociaux de la nation, et enfin, le 24 mars 2010, journée de mobilisation à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) portant la volonté de changement.

Si les débats furent riches et divers, et malgré une tendance minoritaire visant à faire porter à la direction confédérale la responsabilité de la faiblesse des mobilisations dans cette période, le dynamisme qui a marqué ce moment important de

notre vie syndicale est un élément qui nous permet d'être ambitieux et de miser sur le développement de notre activité revendicative. Des perspectives sont lancées, armés des repères revendicatifs confédéraux nous devons travailler dès maintenant à construire un rapport de forces favorable aux salariés, aux retraités et aux privés d'emploi. Dans l'unité la plus large possible au sein des entreprises, dans les professions et les territoires, à nous de faire, par notre engagement quotidien, de 2010 une année de lutte et de conquête sociale, mais aussi une année de renforcement de toute la CGT.

AGNÈS LARRIBAU
*Déléguée santé action sociale
des Hautes Pyrénées*

La CGT occupe une place de choix sur la scène syndicale, de loin, la première organisation au niveau national. Pendant une semaine, à Nantes elle a été aussi au cœur de l'actualité sociale, en tenant son 49^e Congrès confédéral.

Les congrès, à la CGT, sont des moments importants de démocratie. C'est ce qu'ont pu constater les 1000 délégués qui pour 75 % d'entre eux, assistaient à leur premier Congrès confédéral.

Chaque syndiqué a eu en amont la possibilité d'amender le document d'orientation. Les délégués porteurs



des voix des syndiqués de chaque syndicat ont pu, s'ils le désiraient s'exprimer durant les débats.

La presse qui avant l'ouverture du congrès misait sur une CGT affaiblie, sur une direction confédérale en rupture avec la base ; cette même presse a sûrement dû, dès le premier vote changer leur titre tant le plébiscite a été clair pour la direction confédérale sortante.

Le congrès décide, entre autre, de faire durant ces trois prochaines années :

- une CGT offensive et solidaire
- bouger les choses
- rajeunir la CGT

Témoignages de délégués-ées

« Etre jeune et être syndiqué à la CGT, c'est possible et ça marche ! »

Le débat sur la résolution 2 a été introduit par une table ronde sur les jeunes et l'engagement syndical, table ronde à laquelle j'ai participé. Chacun des intervenants a fait part de son parcours, de ses expériences professionnelles et de son arrivée dans la CGT.

Ce que l'on doit retenir, c'est qu'être jeune et être syndiqué à la CGT, c'est possible et ça marche!

A cette table ronde, des associations d'étudiant tel que l'UNL, la JOC et l'UNEF ont fait un état des lieux montrant que les jeunes étaient les premières victimes de la crise et des politiques. Les associations ont grandement salué le fait que la CGT fasse confiance aux jeunes et nous proposent de travailler dans ce sens. Les débats ont beaucoup parlé des situations vécues par les jeunes au travail. Les délégués ont montré des axes de travail tels que : la formation aux droits du travail, les structures CGT à mettre en œuvre (collectif jeunes), et les liens à travailler entre le monde étudiant et salarié. La résolution 2 a été adoptée par 87 % des votants.

EN VOICI LES GRANDES LIGNES

Cette génération est grandement menacée dans son niveau et ses conditions de vie mais aussi par son avenir.



Les objectifs de cette résolution sont d'apporter des réponses syndicales aux besoins de la jeunesse. Que chaque structure syndicale veille à sensibiliser et à former les syndiqués aux problèmes de la jeunesse (précarité, besoin de formation...). Nous devons ouvrir un large débat sur les moyens à mettre en œuvre pour tisser un lien de luttes et d'entraide pour accueillir les jeunes dans l'activité professionnelle (la création de collectifs jeunes peut favoriser cela).

La CGT doit développer sa coopération avec les organisations de jeunesse (UNEF, UNL, ect...)

Nous devons réfléchir à un accueil syndical des jeunes salariés ou stagiaires (cela peut se faire par le biais

de livret d'accueil axé sur le droit du travail, l'utilité des syndicats, le rôle des IRP...)

Nous devons avoir tous en tête que les jeunes doivent prendre toute leur place dans la construction des revendications, des formes d'action, dans la vie syndicale et dans les responsabilités syndicales.

La CGT doit également développer une politique de formation et d'information syndicale à destination des jeunes notamment par le biais d'internet.

Extraits du compte rendu réalisé par

Jérémy GARGAROS

du syndicat FIGEAC AERO

mandaté au congrès par

les syndicats de l'Aveyron et du Lot



Actualité de l'activité CGT

« Débat sur la liaison Castres - Toulouse »

La Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a inscrit le débat sur la liaison Castres - Toulouse le 4 février 2009. Dans ce cadre, le débat public est organisé du 21 octobre 2009 au 28 janvier 2010. Tout citoyen peut s'exprimer dans les réunions publiques, mais aussi apporter une contribution écrite.

Le CESR a choisi d'y contribuer sous la forme d'un avis qui a été soumis au vote de l'assemblée plénière du 15 décembre 2009.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Il s'agit de s'exprimer sur le changement de stratégie des pouvoirs publics concernant la mise à 2 x 2 voies de la liaison routière Toulouse - Castres - Mazamet.

Initialement prévue sous la forme d'un passage progressif et étalé dans le temps (et déjà fortement amorcé), financé par l'Etat et préservant la gratuité, la totalité de l'itinéraire serait en fait concédé par le même Etat au privé qui récupérerait pour son compte les sections déjà aménagées et se paierait en percevant un péage sur la totalité du parcours.

Les comptes n'étant pas encore bons, les collectivités devraient apporter une "subvention d'équilibre" qui assurerait la rentabilité de l'en-

semble au concessionnaire privé.

Un bel exemple de Partenariat Public - Privé (PPP) dont nos élites ultralibérales nous rebattent les oreilles!

Sans reprendre ici le détail de nos propositions dans ce domaine, il semble utile d'en donner les grandes lignes.

L'Etat est le garant de l'égalité de traitement de tous les citoyens et est, à ce titre, le premier aménageur du territoire. Les collectivités territoriales, dans ce cadre, ne devraient avoir pour rôle que de compléter son action, localement, pour affiner ce principe d'égalité sur une maille resserrée à l'échelle locale. Dans un cadre d'aménagement du territoire piloté par l'Etat et concerté avec les collectivités, la CGT a toute légitimité

pour intervenir dans le débat, que ce soit au plan national ou local, grâce à ses structures adaptées aux réalités de la vie publique. Dans un débat de ce type, nous assistons encore une fois à l'abandon par l'Etat des grandes missions qui devraient être les siennes, au nom du fait qu'il n'a plus les moyens de les assurer. Mais qui décide des missions décide des ressources, en l'occurrence l'Etat...

Un bon aménagement du territoire c'est une liaison routière sûre et efficace... pour ceux qui roulent en voiture. Un meilleur aménagement consisterait à diversifier l'offre : voiture, train... De façon à l'adapter aux divers besoins qui existent.



Actualité de l'activité CGT



Le CESR appuie-t-il le projet de mise en concession ?

L'AVIS DU CESR

Le CESR, en ce qui le concerne, est sensé être le reflet de la "société civile" et donc de la diversité d'opinions. Dans le cadre du débat public, nul ne lui demandait de se positionner en pour ou contre la proposition de mise en concession. Au contraire, un avis équilibré, reflétant les diversités d'opinions en son sein, à l'instar de celui produit par le Grand Toulouse dans l'intervalle, aurait été tout à son honneur. Il aurait par là même montré à la société qu'il a la capacité d'embrasser les questionnements qui la traversent dans toutes leurs dimensions.



En lieu et place, le débat s'est orienté très tôt vers la question suivante : le CESR appuie-t-il le projet de mise en concession ?

Une telle question, soumise aux voix des présents dans une commission de travail ordinaire avait toutes les chances d'avoir une réponse positive. Bingo ! C'était donc acquis, le CESR approuverait ce projet... Alors que personne ne le lui demandait vraiment.

Restait à trouver dorénavant les arguments permettant d'aller dans ce sens. Adieu donc à un argumentaire équilibré, laissant la parole aux uns et aux autres, seuls les uns ont pu apporter leur contribution, puisqu'il

était gravé dans le marbre que le CESR était favorable au projet. Adieu donc aux propositions alternatives ou complémentaires du type doublement de la voie ferrée entre St Sulpice et Castres et un cadencement des TER permettant aux habitants du bassin castrais de bénéficier de transports sûrs, peu onéreux et attrayants. Le choix a été fait d'une liaison routière "rapide", quel qu'en soit le prix. Et le prix à payer sera élevé, c'est la seule certitude que nous ayons. Les tarnais du sud paieront pour aller à Toulouse par la route, et plus généralement, tous les tarnais car leurs collectivités seront "invitées" à mettre la main à la poche pour "équilibrer" le partenariat public privé, en clair enrichir les actionnaires du concessionnaire. Les mandatés CGT au CESR, et notamment ceux qui travaillent dans la commission, ont dénoncé d'emblée le procédé utilisé. Ils ont été rejoints par un certain nombre de conseillers issus du secteur syndical, agricole et environnemental. La CGT et la FSU se sont associées pour dénoncer le procédé dans une déclaration commune en plénière.

Jacky GAILLAC

*Pour le groupe
CGT au CESR Midi-Pyrénées*



Hommage à Jean-Marc AUTIE

Jean marc, tu as débuté ta carrière professionnelle au centre de tri de la gare d'Austerlitz à Paris.

Tu as été muté dans les Gers au bureau de poste de SIMORRE au service de la distribution du courrier puis à la Recette Principale à AUCH.

Tu es dans le même temps membre de la CE et du bureau Départemental de la CGT des PTT du GERS.

Tu participes activement à la mobilisation des personnels des usagers et des élus pour s'opposer à la casse du service public postal en milieu rural (aujourd'hui la bataille est la même, l'histoire se répète)

Tu deviens secrétaire du syndicat en 1996 en remplacement d'Abel FAR

ton père spirituel, ce que tu as dit au congrès du GERS.

Ce travail de terrain que tu affectionnes particulièrement va conduire, par exemple, une centaine d'usagers de SIMORRE à envahir la Direction Départementale un 26 décembre à 8 heures, et vous avez obtenu sur le champ, l'abandon du projet de restructuration, un cadeau de Noël en quelque sorte.

Elu membre de la commission exécutive de l'Union Départementale de la CGT du GERS, ensuite membre du bureau départemental et tu deviens le secrétaire Général de l'UD du GERS en 2000.

Après toutes ces années à la tête de l'UD, tu as fait le choix de passer le témoin à David, tu aurais pu faire

un 4e mandat, mais ton sens des responsabilités et pour ne pas tomber dans la routine, tu as préféré partir de la tête de l'UD du GERS.

C'est tout à ton honneur de laisser au moment venu la place. Maintenant tu vas faire un bilan de compétence pour avoir une VAE qui va te permettre d'évoluer dans ta vie professionnelle, au nom du Comité Régional nous te souhaitons toute la réussite dans ce nouveau défi.

Extraits de l'intervention de

Roger-Pierre LEMOUZY

Secrétaire Général du Comité Régional

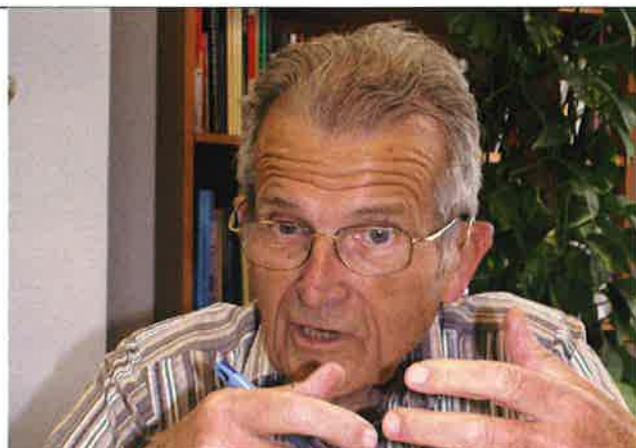
Collectif Aéro Interrégional

Le 7 janvier 2010, à l'initiative des Comités Régionaux Aquitaine et Midi-Pyrénées, le collectif "Aéro" s'est réuni à l'UL de Langon (33). En cette période de crise que les employeurs mettent à profit pour restructurer et revisiter les droits des salariés du secteur, il a semblé nécessaire de réunir les syndicats de la profession afin de confronter leurs analyses et développer des stratégies.

Fort de la dynamique issue des initiatives réalisées par le passé (4 pages, journées thématiques...) le collectif a décidé de lancer une nouvelle campagne de communication pour lancer le débat sur l'avenir de la filière et porter les propositions de la CGT. (statut du travail salarié, comités inter entreprises, formation et qualification, financements...)



Un ami s'en est allé...



Nous avons perdu un ami, un camarade fidèle et sincère. Roland nous a quittés ce mardi 12 janvier 2010, sans crier gare, foudroyé par une crise cardiaque. Au cours de sa vie, la maladie ne l'avait pas épargné mais bien qu'affaibli, il l'avait surmonté taisant les souffrances.

Militant régional de la première heure, il aimait à dire qu'il faisait "partie de la préhistoire de la structure régionale de la CGT". Il avait animé l'activité CGT au CESR dès sa création et il a formé de nombreux militants à la complexité de ce mandat.

Il avait contribué à forgé l'autorité et la crédibilité de la CGT en portant nos propositions au sein de cette assemblée, il y était reconnu et respecté. Il a ainsi permis que gran-

disse une démarche syndicale nouvelle afin que notre syndicalisme porte mieux les enjeux de société qui traversent la région. Ce ne fut pas facile et les débuts furent particulièrement difficiles. Son rôle a été déterminant au moment de la création du Comité Régional de Midi-Pyrénées, dépourvu alors, de secrétaire régional. 40 ans plus tard, il évoque* cette période et son rôle avec beaucoup de modestie "pour ma part je faisais le boulot concret, je réglais les affaires courantes, je tenais en vie une structure qui n'avait pas beaucoup de fonctionnement..."

Il est devenu membre du secrétariat régional en charge de l'activité CGT/CESR dès la première conférence régionale qui s'est tenue en

1978 et jusqu'en 1984. Quand il quittera le secrétariat régional il s'engagera dans le travail d'histoire sociale au sein de l'Institut Régional d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées dont il sera membre du CA et du bureau. Il en assurera la présidence par intérim de 1998 à 2005 toujours soucieux et en dépit des difficultés de faire vivre une organisation indispensable à notre mouvement. Nous lui devons beaucoup, il est de ces militants qui font l'honneur de la CGT, une page de notre histoire CGT Midi-Pyrénées, construite avec lui, vient de se tourner. Il va nous manquer.

Martine BERNARD-ROIGT
Présidente IRHS Midi-Pyrénées

* Voir REPERES Hors Série de décembre 2009

IRT Programme des formations

Les 22 et 23 mars

Discrimination Égalité professionnelle

Responsables syndicats, professions et interprofessionnels, Conseillers économiques et sociaux

Les 26 et 27 avril

Activité syndicale en région et dialogue social territorial

Responsables syndicats, professions et interprofessionnels, Conseillers économiques et sociaux

Du 31 mai au 2 juin

Santé Travail (les notions)

Responsables syndicaux des professions et interprofessionnels, Représentants des instances paritaires et des commissions de contrôle

Du 28 au 29 juin

Développement industriel régional et intervention syndicale

Responsables syndicats, professions et interprofessionnels, Conseillers économiques et sociaux

Semaine 35 (sous réserve)

A déterminer

Secrétaires d'unions départementales, responsables de branches professionnelles, membres du comité régional

Les 4 et 5 octobre

Santé Travail (les outils)

Responsables syndicaux des professions et interprofessionnels, Représentants des instances paritaires et des commissions de contrôle

Les 4 et 5 novembre

Défense des salarié-e-s : conseiller du salarié, conseiller prud'hommes (Foix)

Conseiller-es salariés Conseiller-es prud'hommes

Congrès

Congrès UD 31 : 1, 2 et 3 juin 2010

Congrès UD 82 : 24 et 25 juin 2010

Congrès UD 65 : 14 et 15 octobre 2010

Initiative nationale CGT - FSU décentralisée en région Midi-Pyrénées

Le samedi 27 mars 2010 (en présence de Bernard THIBAULT et de la Secrétaire Général de la FSU)
Débats : L'accueil de la petite enfance, un enjeu de société.

HAÏTI

La CGT avec l'avenir social lance un appel urgent à la solidarité.
Adressez vos dons par chèque à l'ordre de :

" L'avenir social - Solidarité Haïti "

263, rue de Paris

Case 419

93514 MONTREUIL CEDEX



